

Messieurs les élus,

Compte tenu de la gravité de la situation Hospitalière publique qui ne doit laisser personne indifférent, nous espérons une présence beaucoup plus importante des quelques 176 élus auxquels nous nous sommes adressés. Mais nous nous déclarons toujours ouverts à d'éventuelles rencontres pour peu qu'on nous sollicite.

M. le Député-Maire et messieurs les Maires Conseillers Généraux et Régional, vous avez jugé utile d'inviter à cette réunion l' Administrateur Principal du groupement de coopération sanitaire, M. Muller et son Adjoint M. Poirot.

Nous n'y voyons pas d'inconvénient. Sachez pourtant qu'il est hors de question pour nous de nous laisser enfermer dans un débat basé sur les propositions du GCS et de son plan de retour à l'équilibre financier. En effet nous rejetons d'emblée leur fondement. Nous avons maintes fois expliqué notre position.

Les choix qui découlent du GCS n'ont pas placé les besoins des usagers en matière de soins au coeur de la réflexion pour élaborer un véritable projet médical à visage humain. Le remède proposé ne va faire qu'empirer la situation des futures mamans, des enfants en pédiatrie, et des usagers en chirurgies et des urgences sans soins continus à Montceau. Avec fermetures de services de proximité, réduction du nombre de lits et des séjours, multiplication des transports pour les usagers et les familles, aggravation des conditions de travail pour les personnels.

Monsieur le député maire, n'est-ce pas là la raison qui vous fait dire : « nous avons accepté sans gaieté de cœur une répartition des activités d'hospitalisation entre Montceau et Le Creusot » ?

« Dans la période transitoire qui nous mène au nouvel hôpital » nuancez-vous.

Mais cette situation locale difficile n'est pas unique en France où cette stratégie politique est partout mise en oeuvre avec la suppression de 20 mille postes dans les hôpitaux publics annoncée par madame Bachelot.

Elle se traduit par de multiples fermetures de maternités de plus de 1000 accouchements par an et celle de Montceau avec près de 600, alors que seules étaient menacées, au départ, par les Schémas régionaux, celles qui en accomplissaient moins de 300 par an.

Pire encore, est menacée celle de Saint Antoine dans la région parisienne qui effectue 2400 accouchements/an, 12 800 passages aux urgences gynécologiques et obstétricales, 645 IVG.

Est annoncé par ailleurs un projet d'arrêté gouvernemental qui fixe la barre de la fermeture à 182 blocs opératoires publics réalisant moins de 1500 actes chirurgicaux par an - pour le moment. Mais nous savons qu'il y a belle lurette que la fermeture de blocs opératoires publics a commencé. Nous en savons quelque chose ici, en SetL à Autun, puis à Montceau, à Paray où un groupe privé vient d'échouer dans sa tentative d'accaparer celui tout neuf du centre hospitalier public grâce à la mobilisation des personnels et de la population.

De plus Madame Bachelot a déclaré vouloir réduire la place réservée à la chirurgie dans le nouveau centre hospitalier en construction de Chalon.

Face à de tels choix politiques il est donc bien difficile de croire à la construction d'un nouveau centre public hospitalier de médecine- chirurgie- obstétrique sur le territoire de la C.C.M..

Messieurs les élus croyez-vous qu'il suffise de répéter : « nous avons obtenu que la construction d'un nouvel hôpital (à propos s'agit-il bien d'un CH public ?) soit inscrite au plan 2012 » pour que la chose se réalise?

Il ne sera pas possible de se dédouaner plus tard d'un simple : « ce sont eux qui n'ont pas tenu leur promesse » Les promesses n'engagent -dit-on- que ceux qui y croient ? Quels engagements prenez-vous aujourd'hui devant nous, vous les élus, pour imposer cette construction « seule solution pour garantir une offre de soin de qualité sur la communauté »?

A Paray mais aussi un peu partout en France sont enregistrés des reculs du pouvoir politique lorsque personnels, syndicats, population et élus politiques de gauche se rassemblent et agissent en permanence pour défendre, qui leur centre hospitalier, qui leur maternité de proximité. Ils doivent impérativement maintenir leur unité et la pression pour obtenir une victoire définitive.

Nous avons beaucoup de mal à comprendre à Montceau et aussi au Creusot pourquoi ce qui a été réalisable dans de nombreuses régions ne l'est pas ici.

Ici l'attitude quasi générale des élus de gauche est de se plier aux injonctions du Pouvoir UMP sous couvert du moindre mal alors que c'est vers le pire que nous allons. Nous ne comprenons pas non plus les élus qui s'affichent pour la défense de tous les services publics et renoncent à combattre en écartant les Hôpitaux du secteur public de leur champ d'action qui, au même titre que la poste, en sont pourtant partie intégrante?

Nous tenons à leur dire que rien n'est irréversible. Qu'il n'est pas trop tard pour lancer des actions d'envergure en rassemblant personnel, population, élus dans un combat juste pour défendre l'égalité de traitement de tous les patients sans discrimination de revenus que seul le secteur public hospitalier est en capacité d'assurer. Nous, nous sommes prêts à nous engager dans ce combat. Qu'en est-il des élus ?

Messieurs, cette introduction liminaire au déroulement de cette réunion que nous avons initiée, contient les thèmes dont nous voulons débattre en priorité. Ils se résument dans les deux questions suivantes :

1) Après nous avoir précisé si le projet d'hôpital unique est bien celui d' un Centre Hospitalier Public MCO, quels engagements prenez-vous aujourd'hui devant nous, vous les élus, pour imposer cette construction « *seule solution, selon monsieur Mathus, pour garantir une offre de soins de qualité sur la communauté* »?

2) Nombre d'actions entreprises partout en France montrent que rien n'est irréversible. En ce qui le concerne, à l'heure où d'éminents professeurs chefs de services des hôpitaux parisiens démissionnent face à l'hémorragie des moyens engendrée par la loi Bachelot, le collectif entend continuer le combat. Qu'en est-il pour vous, messieurs les élus?

Ce sont les réponses à ces deux questions que nous attendons en priorité.

Collectif de défense des 2 centres hospitaliers Montceau/ le Creusot